

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.

N°2425SGIMO13

Objet de la consultation

**Assistance à Maitrise d'Ouvrage
et
Mission de Programmation
pour le projet du Domaine des Pierres
CCI REUNION**

Personne publique contractante :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REUNION
5 B rue de Paris - CS 31023 - 97404 SAINT DENIS Cedex
Tél : 02 62 94 20 00

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Durée et délais d'exécution	4
4.1 - Durée du contrat.....	4
5 - Prix.....	4
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
5.2 - Modalités de variation des prix.....	4
6 - Garanties Financières.....	4
7 - Avance	4
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	4
7.2 - Garanties financières de l'avance	5
8 - Modalités de règlement des comptes	5
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	5
8.2 - Présentation des demandes de paiement	5
8.3 - Délai global de paiement	5
8.4 - Paiement des cotraitants.....	6
8.5 - Paiement des sous-traitants	6
9 - Conditions d'exécution des prestations	6
9.1 - Présentation des livrables.....	6
9.2 - Modifications techniques	6
9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	6
10 - Développement durable	6
11 - Constatation de l'exécution des prestations.....	6
11.1 - Vérifications.....	6
11.2 - Décision après vérification.....	7
12 - Garantie des prestations	7
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	7
14 - Pénalités	7
14.1 - Pénalités de retard	7
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	7
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	7
15 - Assurances	7
16 - Clause de réexamen	7
17 - Résiliation du contrat	8
17.1 - Conditions de résiliation	8
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	8
18 - Règlement des litiges et langues	9
19 - Dérogations	9

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et de programmation pour la réalisation du projet du Domaine des Pierres- CCI de la Réunion. Il concerne notamment :

- L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
- Le Management du projet dans sa globalité
- Une mission de programmation.

Lieu(x) d'exécution :

Le site qui accueillera le projet se situe au : 60A, Chemin de l'Entre-Deux- Pierrefonds – 97410 Saint-Pierre.

Le siège de la CCI se situant au 5B rue de Paris – CS 31023 - 97404 SAINT DENIS Cedex, l'AMO et son équipe pourra aussi être amené à se déplacer à Saint-Denis.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont organisées en 6 phases :

Tranche Ferme	Phase 1 : Etudes préalables – Elaboration du préprogramme	2 ^{ème} semestre 2025
	Phase 2 : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et Management de Projet	Jusqu'à remise des clés aux usagers
	Phase 3 : Etudes opérationnelles	Jusqu'à obtention de tous les permis de construire
	Phase 4 : Suivi de projet en phase réalisation et de mise en exploitation	Jusqu'à remise des clés aux usagers
Tranche optionnelle	Phase 5 – Signalétique Phase 6 - Mobilier et équipements	Jusqu'à remise des clés aux usagers

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le CCAP (Le cahier des clauses Administrative Particulières)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF) ;
- La note méthodologique pour la seule partie décrivant les différentes phases de la mission.
- L'annexe conflit intérêt

Documents cités non transmis :

- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil (CCTG - Travaux de génie civil) mis à jour par l'arrêté du 7 octobre 2021 et ses fascicules

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Utilisation des données personnelles dans le cadre de la consultation

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement aux fins de :

- Gérer la commande publique ;
- Préparer et lancer les procédures de marchés publics ;
- Recevoir et évaluer les candidatures et les offres ;
- Attribuer les marchés publics ;
- Exécuter et suivre les marchés publics.

Base légale : obligation légale (code de la commande publique).

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Droits des personnes : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et de limitation de traitement.

L'exercice de ces droits peut être effectué auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : par mail, dpo@reunion.cci.fr ou par voie postale à la CCI Réunion - DPO - 5B rue de Paris - CS 31023 - 97404 Saint-Denis.

Si les opérateurs estiment que leurs droits relatifs à leurs données personnelles ne sont pas respectés, ils peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), www.cnil.fr.

Informations de l'attributaire : Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du contrat afin de permettre le bon déroulement des prestations.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle sera ajustée avec celles des propositions en cours de mission.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service émis par le pouvoir adjudicateur.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et révisables

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Formule de variation des prix

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, selon l'article 10 du CCAG-MOE, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times I_m/I_o]$$

Dans laquelle :

P(n) est le prix révisé;

P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

I_m et I_o ont les valeurs prises par l'index l'ING diffusé par l'INSEE respectivement au mois m et au mois m_o au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué à l'occasion de chaque prestation effectuée.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ;

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG-PI, pour chaque mission des six phases (Analyse des besoins et Préprogramme à Option : Mobilier et équipements), le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes correspondant à la remise de chaque document d'étude tel que défini au cadre du D.P.G.F. Le montant de ces acomptes est également fixé sur la base de ce qui est inscrit dans la D.P.G.F.

De fait, pour chaque livrable concerné, l'acompte représentera 50 % à la remise du livrable, le solde des 50% restant, sera versé à la validation de ce livrable par le Maître d'ouvrage.

Présentation des demandes de paiement

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le paiement se fera par virement bancaire d'après le RIB fourni par le candidat.

Déjà déployée pour les entreprises de plus de 10 salariés la **facturation électronique est devenue obligatoire** depuis le 1^{er} janvier 2020 (article L. 2192-1 du Code de la commande publique).

Cette obligation suppose que l'ensemble des demandes de paiement soient transmises de manière dématérialisée sur le portail public de facturation, désigné sous le nom de **Chorus PRO**.

Il s'agit d'une solution mutualisée, **mise à disposition par l'Etat** et qui permet le **dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique**.

Conformément à la réglementation en vigueur, les factures sont déposées sur la plateforme de l'état
« Chorus Pro » : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Vos factures et pièces complémentaires sont à déposer avec le code SIRET et code service suivant le lieu d'intervention effectuer.

Service Général	189 742 117 00014
Code Service	SG-DIRECTION FINANCIERE

8.2 - Délai global de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément au Code de la Commande Publique.

8.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

8.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

9.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions et aux formats prévus au CCTP.

9.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire telle que définie à l'article 1.2 du présent CCAP.

10 - Développement durable

Les clauses environnementales sont à prendre en compte dans l'exécution du marché.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, les vérifications seront effectuées dans un délai inférieur à 30 jours.

Tranche Ferme	Phase 1 : Etudes préalables – Elaboration du préprogramme
	Phase 2 : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et Management de Projet
	Phase 3 : Etudes opérationnelles
	Phase 4 : Suivi de projet en phase réalisation et de mise en exploitation
Tranches optionnelles	Phase 5 – Signalétique Phase 6 - Mobilier et équipements

Les autres dispositions de l'article 28 du CCAG PI concernant les opérations de vérification s'appliquent.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, pour toutes les phases, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt :

- Une pénalité fixée à 150,00 € par jour calendaire de retard sur la remise des documents dont le délai est inscrit dans le CCTP ;
- Une pénalité de 100,00 € par réunion manquée, en cas d'absence à une réunion.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant total hors taxe du marché. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des **contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.**

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 30 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution du présent marché, des modifications et/ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir, soit à l'initiative de l'administration, soit à celle du titulaire, soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, soit par une évolution ou innovation technique ou technologique nécessaire. Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du présent marché.

Une évolution de périmètre du marché n'entre pas dans le champ de la clause de réexamen et fera donc l'objet d'un avenant précisant la nature des modifications et l'éventuel impact financier.

Cette clause sera mise en œuvre à travers une réunion dédiée entre le représentant de l'acheteur et le titulaire lorsqu'une des causes précitées de sa mise en œuvre interviendra.

- Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et/ou normative :

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au présent marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification/l'ajout ou de prestations.

La situation décrite ci-dessus peut avoir des conséquences sur :

- Les prix des prestations indiqués en annexe à l'acte d'engagement ;
- La composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

En tout état de cause, les éventuels nouveaux prix ne sauraient excéder le simple coût de la mise en place des nouvelles mesures prises et applicables de plein droit au marché.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263- 12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au

liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

PROCEDURES DE RECOURS

Seul le droit français est applicable en cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de saint Denis de La Réunion. Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

18.1 Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif – Secrétariat du greffe, 27 rue Félix Guyon – CS 61107-97404
Saint-Denis Cédex. Tel 02 62 92 43 61. Fax 02 62 92 43 62

18.2 Introduction des recours :

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : 2 mois à compter de la date de la notification du marché.

Règlement des différends :

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera celui de Saint Denis de la Réunion.

18-3 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de Paris
Règlement amiable des litiges
27, rue Miollis-75015 PARIS
Tel : 01 44 42 63 43 Fax : 01 44 42 63 37

18.4 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des - recours (Nom et adresse : idem article 18.1)

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles